

Cités

Philosophie

Politique

Histoire

32

2007

Sarajevo, l'islam d'Europe



Éditorial, Yves Charles Zarka
L'islam et les Lumières

Dossier : *Sarajevo, l'islam d'Europe*
Coordonné par Barbara Guibal et
Guillaume Désert

Drago Roksanđić, *Les quatre destructions
de Sarajevo*

Paul Garde, *Vrais et faux problèmes de langue
en Bosnie*

Mustafa Cerić, grand mufti de Bosnie,
Déclaration des musulmans européens

Francesco Fistetti, *La crise du marxisme
en Italie : 1980-2005 (1^{re} partie)*

DROIT DE CITÉS 5

La Shoah dans la vie intellectuelle en France

« Comme si dans une chambre mortuaire, une foule entrait et jactait »

M 04154 - 32 - F: 15,00 € - RD



***Le théâtre contemporain
et l'objet***

puf

Sarajevo clair-obscur

ENTRETIEN AVEC CHRISTOPHE SOLIOZ

PROPOS RECUEILLIS PAR BARBARA GUIBAL ET GUILLAUME DÉSERT

CITÉS. — *Selon vous, que représente Sarajevo dans le système institutionnel bosnien, Sarajevo est-elle vraiment une capitale ?*

CHRISTOPHE SOLIOZ. — Sarajevo est certainement encore aujourd'hui – et beaucoup plus qu'on ne le pense – une ville meurtrie. La reconstruction, les cafés branchés et le retour des touristes ne doivent pas induire en erreur : Sarajevo souffre encore aujourd'hui de ses blessures. La bibliothèque nationale – reconstruite à l'extérieur, mais toujours en chantier à l'intérieur – en est le symbole le plus éloquent. Au-delà de ce qui se donne à voir, la ville est encore divisée – l'existence de *Srpsko Sarajevo* (aujourd'hui *Istočno Sarajevo*, Sarajevo est) rappelle au quotidien le projet d'un clivage communautaire. À l'image du pays, Sarajevo met en scène le défi que doivent enfin relever les politiques et citoyens de Bosnie-Herzégovine¹ : la « réintégration » ou, en d'autres ter-

mes, la réunification du pays – ce qui présuppose l'existence d'un consensus national dont on sait l'absence. D'où le risque que Sarajevo devienne un mythe pour nostalgiques. Sarajevo : à la fois simulacre et simulation !

En l'absence d'un projet politique partagé, la culture – tout particulièrement le *Jazz Fest Sarajevo*, le *Sarajevo Film Festival* – redonne vie à une capitale culturelle d'envergure internationale – non sans rappeler le statut de la ville du temps de la Yougoslavie. Suite à une initiative du Centre d'art contemporain de Sarajevo (SCAA), les bustes des écrivains Ivo Andrić, Skender Kulenović, Branko Ćopić,

1. *N.d.R.* — La rédaction a préféré harmoniser l'ensemble des articles avec « Bosnie-Herzégovine » mais Christophe Solioz précise que « Bosnie-et-Herzégovine » est la traduction littérale du nom officiel de la Bosnie-Herzégovine en serbo-croate : *Bosna i Hercegovina*.

Isak Samokovlija, Meša Selimović, Rodoljub Čolaković, Veselin Masleša et Mak Dizdar ont rejoint leur stèle en décembre 2001¹. Tout un symbole ! Les ex-Républiques yougoslaves s'étant depuis affirmées comme nations indépendantes, les relations régionales peuvent reprendre sans menacer l'existence des nouveaux États.

CITÉS. — *La Bosnie-Herzégovine souffrirait-elle d'une incapacité à concilier représentation et souveraineté ?*

C. S. — D'une certaine manière, oui. Il importe cependant de recadrer le problème afin de comprendre pourquoi. La Yougoslavie est un pays dont on a empêché la transition démocratique et pacifique. Dans les années 1980, plus que d'autres pays, la Yougoslavie était promise à un avenir européen. Las, alors qu'Ante Marković – Premier ministre de la Yougoslavie (1989-1991) – engageait avec détermination le pays sur la voie de réformes (notamment économiques), il dut faire face à une élite conservatrice dont la seule ambition était de capter le pouvoir (et surtout les biens publics) en prenant les risques d'une « transition guerrière »². Il importe de préciser que les États-Unis et la Communauté européenne laissèrent tomber Ante Marković pour finalement s'accommoder d'une élite conservatrice qui parvenait à démobiliser les masses. L'espace politique, en Bosnie-Herzégovine comme ailleurs dans l'espace postyougoslave, est encore marqué par cette mainmise. Les changements intervenus en 2000 en Croatie, Serbie, ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine, ne doivent pas

masquer le fait que si cette élite corrompue accepta l'arrivée au pouvoir de partis réformateurs, c'est qu'elle n'avait plus besoin du contrôle politique pour protéger ses prérogatives.

Comme l'a pertinemment démontré V. P. Gagnon Jr.³, c'est cette fabrique sociale d'un pouvoir conservateur et corrompu, et non pas un soi-disant nationalisme ethnique, qui explique l'évolution de ces Républiques devenues entre-temps indépendantes – mais à quel prix. Il n'y a pas eu – comme en Europe centrale – négociation afin d'élaborer un compromis et de forger un consensus national. La souveraineté et les biens de l'État furent captés par une « élite » sans scrupule dont la logique n'était pas « ethnique » mais tout simplement mafieuse. L'enjeu, aujourd'hui, est qu'une nouvelle élite s'empare du pouvoir (politique et économique) en fonction d'un projet consensuel qui restitue au politique ses prérogatives. Mais l'heure du grand retour du politique n'a – fort malheureusement – pas encore sonné en Bosnie-Herzégovine.

1. Cf. Dunja Blažević, « Who owns public spaces ? The ownership of monuments », *Conflict and Renewal : Europe Transformed*, sous la direction de Hannes Swoboda et Christophe Solioz, Baden-Baden, Nomos, 2007, p. 351-355.

2. Glamotchak Marina, *La transition guerrière yougoslave*, Paris, L'Harmattan, 2002. Voir *supra* Marina Glamotchak, « À la recherche de l'identité bosniaque ».

3. Cf. V. P. Gagnon Jr., *The Myth of Ethnic War. Serbia and Croatia in the 1990s*, Ithaca, Cornell University Press, 2004.

CITÉS. — *La question de l'islam a-t-elle une influence sur cette problématique ?*

C. S. — Il y a eu une funeste récupération du religieux durant la guerre. Une toute autre logique caractérise selon moi l'après-guerre. Un trait distinctif du fait religieux postmoderne est d'échapper au pouvoir des Églises traditionnelles – ceci concerne du reste plus la religion chrétienne que l'islam. La Bosnie, ainsi que le Sandžak voisin, illustrent ce phénomène : c'est une tentative d'implantation du wahhabisme qui menace le pouvoir de l'islam institué ; tout comme d'autres sectes, réformistes, s'inscrivent en marge des institutions chrétiennes – y compris en Bosnie-Herzégovine.

Deux phénomènes structurent le fait religieux dans ce pays. Premièrement, le retour d'un islam diversifié. Rappelons que plusieurs courants islamiques coexistaient tant bien que mal avant guerre ; on assiste aujourd'hui, en Bosnie comme ailleurs, dans les Balkans, à une diversification de l'islam et c'est très bien. Ainsi, le retour du soufisme n'est en rien une opération hors sol. Ce courant, importé à nouveau à partir de la Turquie, vient réactualiser une tradition ancestrale. Deuxièmement, le retour du religieux est aussi et surtout la résultante d'une sécularisation – c'est la thèse d'Olivier Roy¹. Aussi, le nouveau radicalisme religieux trouve sa source, non pas dans la tradition, mais un monde ultra-sécularisé et ultra-moderne².

L'agitation médiatique autour d'une menace islamiste en Bosnie est

selon moi totalement surfaite. Pas plus que Slobodan Milošević, Ben Laden ne réussira à conquérir la Bosnie. Mais le retour du religieux, en s'inscrivant dans une perspective transnationale et de *community-network*, affaiblit les institutions religieuses traditionnelles ainsi que l'État. Le retour du religieux se fait donc au détriment du politique.

CITÉS. — *Revenons au dilemme entre responsabilisation et intervention : c'est un véritable frein à l'intégration européenne. La Bosnie-Herzégovine saura-t-elle s'affranchir de la tutelle internationale, alors que le poste de Haut Représentant³, qui devait être supprimé, a été reconduit en juin 2007 ?*

C. S. — Tant qu'un dialogue permettant d'établir un consensus sur le destin d'un État commun n'aura

1. Olivier Roy, *La laïcité face à l'islam*, Paris, Hachette (Pluriel), 2006. Je pense aussi à : « L'islam s'inscrit désormais dans des continuités et des ruptures qui sont propres à l'ensemble des religions et des sociétés contemporaines. L'islam des musulmans d'aujourd'hui n'est pas un isolat culturel, c'est un phénomène global, qui subit et accompagne la mondialisation » (Olivier Roy, *L'islam mondialisé*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 13). Olivier Roy parle de « la sécularisation (qui) va de pair avec le retour du religieux ».

2. Cf. Jean-Paul Willaime, « Religion in ultra-modernity », *Theorising Religion : Classical and Contemporary Debates*, sous la direction de James A. Beckford et John Wallis, Aldershot, Ashgate Publishing, 2006, p. 77-89.

3. La Bosnie-Herzégovine a été placée par les accords de Dayton de 1995 sous une administration internationale dirigée par un Haut Représentant, qui a également le titre de Représentant spécial de l'Union européenne.

pas lieu, non seulement je vois mal le pays s'affranchir de la tutelle internationale, mais l'existence même de cet État est incertain. La présence internationale fait fonction de « bouche-trou » : elle masque – tant bien que mal – l'absence de tout projet politique porteur d'un avenir commun. La réponse doit venir des politiques bosniens. La nouvelle donne politique ne facilite malheureusement pas un processus endogène mais, bien au contraire, bloque les forces réformatrices qui ont réussi jusqu'en 2005 à porter de l'avant un projet de réformes qui a conduit la Bosnie au seuil de l'Europe. La solution pourrait venir de politiques et fonctionnaires modérés de la *Republika Srpska*. S'ils devaient parvenir à se distancier de Milorad Dodik¹ et des forces conservatrices, un pas en avant serait envisageable – pour autant que d'autres en fassent de même dans la Fédération. Ces politiques existent, ils doivent sortir du bois.

CITÉS. — *Sarajevo deviendra-t-elle une capitale européenne ? Quelles sont les perspectives d'intégration de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne, les obstacles et étapes de ce processus ?*

C. S. — On est loin de l'intérêt – du reste très mesuré – que suscitait Sarajevo durant la guerre. Alors Sarajevo centre du monde, capitale européenne – il faut savoir raison garder. À l'échelle régionale par contre Sarajevo peut et doit jouer un rôle. Au plan culturel c'est déjà le cas, au plan politique c'est tout à fait possible. En effet, la

Bosnie-Herzégovine est très active au plan régional. Sarajevo sera ainsi dès 2008 le siège du nouveau Conseil de coopération régionale – organisme successeur du Pacte de stabilité.

Pour ce qui est de l'intégration européenne, il convient tout d'abord de rappeler que la Bosnie est membre du Conseil de l'Europe, de l'OSCE, de différentes agences onusiennes (qui situent leur action au niveau paneuropéen) et, enfin, du partenariat pour la Paix (OTAN). Cette dimension paneuropéenne et euro-atlantique est aujourd'hui par trop négligée alors qu'elle correspond à des intérêts géostratégiques et économiques sensibles pour la Bosnie comme pour les autres pays.

Pour ce qui est de l'Union européenne, le processus engagé est actuellement dans l'impasse. Si les négociations techniques pour la signature d'un Accord de stabilisation et d'association (ASA) ont pris fin le 14 décembre 2006 et ont été acceptées par les États membres de l'UE le 3 mai 2007, la conclusion des négociations achoppe toujours sur les mêmes blocages concernant les réformes respectivement de la police, des médias audiovisuels et de l'administration publique ainsi que de la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY). Comme le reconnaissait clairement Nikola Špirić, le nouveau président du Conseil des ministres de Bosnie-Her-

1. Premier ministre de la *Republika Srpska*.

zégovine¹, devant le Conseil de sécurité le 16 mai 2007 : c'est « l'absence de volonté politique de la part de certaines parties prenantes » qui empêche la signature d'un ASA avec l'Union européenne.

Cette nouvelle impasse n'est pas sans rappeler l'échec de la réforme constitutionnelle devant le Parlement le 26 avril 2006², fiasco répété à l'identique lors d'entretiens menés à l'initiative de la diplomatie américaine à Washington D. C. le 24 mai 2007 entre Haris Silajdžić³ et Milorad Dodik – en l'absence de tout représentant de la communauté croate de Bosnie-Herzégovine. Le constat de Xavier Bougarel prend ici toute sa pertinence, tant il est manifeste que « l'action in-

ternationale... n'a pas abouti à une ouverture du jeu politique, mais au contraire, à sa crispation durable », il convient donc « de s'interroger sérieusement sur les moyens de favoriser l'émergence d'une... communauté politique partagée »⁴.

1. Poste dont il a démissionné en novembre 2007.

2. Cf. Christophe Solioz, « Bosnie-et-Herzégovine 2005-2006. Transition sur le fil du rasoir », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1056, 2006, p. 186-187.

3. Membre bosniaque de la triprésidence de l'État de Bosnie-Herzégovine.

4. Xavier Bougarel, « Dayton, dix ans après, le leurre des bilans ? », *Critique internationale*, n° 29, 2005, p. 18 et 20.